Bulletin d'information collège mai 2026

samedi 16 mai 2026, par CGT

-* Pression sur le DNB

Si la CGT Éduc'action se réjouit de la fin de l'évaluation du,Socle de compétences, elle est en revanche très inquiète sur,les conséquences du mode d'évaluation du « nouveau » DNB,et des pressions que celui-ci pourrait engendrer.

Le remplacement des 8 composantes du Socle par la moyenne des notes obtenues au contrôle continu va abaisser le nombre de points attribués aux candidat·es, réduisant ainsi le taux d'admis·es. Le ministre, comme l'avait fait G.Attal, le reconnait aisément. Pour amoindrir les effets et limiter la baisse du sacro-saint pourcentage d'admission au DNB, certain·nes chef·fes d'établissement font pression sur les équipes pour « gonfler » artificiellement certaines notes. Dans un système éducatif piloté par les évaluations, les indicateurs et la concurrence entre établissements, mieux vaut ne pas trop se faire remarquer par une baisse significative des résultats.

De même, l'IVAC (Indicateur de Valeur Ajoutée des Collèges), rendu public depuis 2 ans et prenant en compte pourcentage de reçu·es et notes obtenues par les élèves lors des épreuves terminales, est scruté attentivement par le ministère. Un IVAC négatif (censé signifier que les élèves ont de moins bons résultats que ce qu'ils·elles devraient avoir au vu de leurs caractéristiques sociales) entrainent des visites d'inspection pour vérifier l'application de « bonnes pratiques pédagogiques ». Les équipes sont fatiguées de ces pressions permanentes et demandent que leur liberté pédagogique soit respectée et qu'on leur donne les moyens de prendre en charge tous·tes les élèves.

-* Baisse d 'ambition pour l 'École

Usant du rapport de la DEPP (Direction de,l'évaluation, de la prospective et de la performance),sur « la déprise démographique », les directions,académiques ont appliqué aux établissements une,politique austéritaire des moyens. Alors que la santé,mentale des jeunes est un enjeu majeur, que la,circulaire de rentrée demande de préférer le « ,mieux » au « plus » en axant sur l'acquisition du,langage, le développement de la pensée complexe et,du raisonnement scientifique, le ministère assume,son choix de supprimer des postes pour encadrer les,élèves et assurer ces priorités pédagogiques. Avec la,baisse démographique, l'occasion était pourtant belle,d'alléger enfin les classes pour mieux apprendre,,mieux accompagner, mieux travailler et mieux,soigner.

Dans le même temps, le ministère lance une,campagne d'expérimentation sur la démographie,scolaire dans 18 départements (17 académies). Sous,couvert de « partir du terrain pour construire un,futur schéma d'emploi cohérent » en prenant en,compte les effectifs attendus et les contraintes de,transport, le ministère souhaite bel et bien mettre en,concurrence les établissements afin qu'ils vendent,des projets leur permettant de conserver les effectifs,et d'éviter les fermetures. Aucune logique,pédagogique là-dedans.

La CGT Éduc'action revendique une baisse générale,des effectifs/classes et la création massive de postes,statutaires.

-* Généralisation du passeport éducfi

À la rentrée 2026, le passeport d'éducation économique, budgétaire et financière (Éducfi) sera,généralisé à toutes les,classes de 4ème. Depuis 2019, cette formation était déjà orientée vers les,élèves de 4ème, mais pas obligatoire. L'objectif,annoncé par le ministère, et aussi par Bercy et la,Banque de France, partenaires, est de garantir à chaque jeune l'acquisition de compétences financières fondamentales, et ainsi protéger des arnaques et de l'endettement.

Derrière les formules creuses, on devine un fond très idéologique, rendant les pauvres responsables, incapables de gérer un budget. Ce discours n'a rien d'étonnant, pour peu qu'on regarde d'où il vient.

En 2015, la Fédération bancaire Française lançait un dispositif « j'invite un banquier dans ma classe » pour promouvoir l'éducation financière dès le CM1. L'intrusion des entreprises dans les établissements pour y diffuser leur idéologie ne date pas d'hier, on ne compte plus les programmes « pédagogiques » financés par des grands groupes ou leurs fondations. Pour la CGT Éduc'action pas question de laisser faire : l'École n'est pas à vendre !

Cette situation va à rebours de notre conception de l'École et de l'objectif de développer l'esprit critique des élèves. À nous de questionner ces choix en Conseil d'administration pour reprendre la main et faire reculer l'entrisme du Capital et des lobbys.

la cgt ÉDUC'ACTION

BULLETIN D'INFORMATION COLLÈGE

N 38 MAI 2026

PRESSION SUR LE DNB

Si la CGT Éduc'action se réjouit de la fin de l'évaluation du Socle de compétences, elle est en revanche **très inquiète sur les conséquences du mode d'évaluation du « nouveau » DNB** et des pressions que celui-ci pourrait engendrer.
Le remplacement des 8 composantes du Socle par la moyenne des notes obtenues au contrôle continu va abaisser le nombre de points attribués aux candidat·es, réduisant ainsi le taux d'admis·es. Le ministre, comme l'avait fait G.Attal, le reconnait aisément. Pour amoindrir les effets et limiter la baisse du sacro-saint pourcentage d'admission au DNB, certain·nes chef·fes d'établissement font pression sur les équipes pour « gonfler » artificiellement certaines notes.
Dans un **système éducatif piloté par les évaluations, les indicateurs et la concurrence entre établissements**, mieux vaut ne pas trop se faire remarquer par une baisse significative des résultats.

De même, l'IVAC (Indicateur de Valeur Ajoutée des Collèges), rendu public depuis 2 ans et prenant en compte pourcentage de reçu-es et notes obtenues par les élèves lors des épreuves terminales, est scruté attentivement par le ministère. Un IVAC négatif (censé signifier que les élèves ont de moins bons résultats que ce qu'ils-elles devraient avoir au vu de leurs caractéristiques sociales) entrainent des visites d'inspection pour vérifier l'application de « bonnes pratiques pédagogiques ». Les équipes sont fatiguées de ces pressions permanentes et demandent que leur **liberté pédagogique soit respectée** et qu'on leur donne **les moyens de prendre en charge tous·tes les élèves.**

BAISSE D'AMBITION POUR L'ÉCOLE

Usant du rapport de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) sur « la déprise démographique », les directions académiques ont appliqué aux établissements **une politique austéritaire des moyens**. Alors que la santé mentale des jeunes est un enjeu majeur, que la circulaire de rentrée demande de préférer le « mieux » au « plus » en axant sur l'acquisition du langage, le développement de la pensée complexe et du raisonnement scientifique, **le ministère assume son choix de supprimer des postes pour encadrer les élèves et assurer ces priorités pédagogiques**. Avec la baisse démographique, l'occasion était pourtant belle d'alléger enfin les classes pour mieux apprendre, mieux accompagner, mieux travailler et mieux soigner.

Dans le même temps, le ministère lance une **campagne d'expérimentation sur la démographie scolaire dans 18 départements** (17 académies). Sous couvert de « partir du terrain pour construire un futur schéma d'emploi cohérent » en prenant en compte les effectifs attendus et les contraintes de transport, le ministère souhaite bel et bien mettre en concurrence les établissements afin qu'ils vendent des projets leur permettant de conserver les effectifs et d'éviter les fermetures. Aucune logique pédagogique là-dedans.

La CGT Éduc'action revendique une baisse générale des effectifs/classes et la création massive de postes statutaires.

GÉNÉRALISATION DU PASSEPORT ÉDUCFI

À la rentrée 2026, le passeport d'éducation économique, budgétaire et financière (Éducfi) sera généralisé à toutes les classes de 4ème. Depuis 2019, cette formation était déjà orientée vers les élèves de 4ème, mais pas obligatoire. L'objectif annoncé par le ministère, et aussi par Bercy et la Banque de France, partenaires, est de « garantir à chaque jeune l'acquisition de compétences financières » fondamentales, et ainsi protéger des arnaques et de l'endettement. **Derrière les formules creuses, on devine un fond très idéologique, rendant les pauvres responsables, incapables de gérer un budget.** Ce discours n'a rien d'étonnant, pour peu qu'on regarde d'où il vient. En 2015, la Fédération bancaire Française lançait un dispositif « j'invite un banquier dans ma classe » pour promouvoir l'éducation financière dès le CM1. L'intrusion des entreprises dans les établissements pour y diffuser leur idéologie ne date pas d'hier, on ne compte plus les programmes « pédagogiques » financés par des grands groupes ou leurs fondations. **Pour la CGT Éduc'action pas question de laisser faire : l'École n'est pas à vendre !** Cette situation va à rebours de notre conception de l'École et de l'objectif de développer l'esprit critique des élèves. **À nous de questionner ces choix en Conseil d'administration pour reprendre la main et faire reculer l'entrisme du Capital et des lobbys.**

CGT Éduc'action – 263, rue de Paris – case 549 – 93515 Montreuil cedex
Tél : 01 55 82 76 55 - Mél : unsen@cgteduc.fr - Internet : http://www.cgteduc.fr/